

Nous avons reproduit dans le n° 234 (mai-juin 2012) des extraits d'un article mis en ligne par le site de «A l'encontre»\* qui résume deux articles de l'historien allemand Karl Heinz Roth<sup>1</sup> parus dans la revue *Lunapark21* (n°15, 2011) et qui traitent d'un secret bien gardé : l'énorme dette de l'Allemagne envers la Grèce\*\* ! Si, si, vous avez bien lu, il ne s'agit pas du contraire, et ce n'est pas Madame Lagarde qui vous en parlera ! Cette dette est due au titre des dommages occasionnés pendant l'occupation par l'Allemagne nazie et ses alliés entre 1941 et 1944. Elle s'élève aujourd'hui à plus de 100 milliards de dollars. A peine un soixantième a été payé.

Nous avons appris qu'après la parution de notre numéro 234 de nombreux lecteurs d'ACC ont diffusé ce texte autour d'eux. Tant mieux. C'est quand surgissent des initiatives de ce genre qu'on mesure mieux l'intérêt de l'existence d'une presse alternative ! Nous espérons que les personnes qui vont découvrir ce texte dans ce fac similé auront aussi à cœur de le faire connaître. Rappelons que la version intégrale est disponible en accès libre sur le site de la revue électronique suisse «A l'encontre».

## La Grèce et l'occupation par les forces du IIIe Reich (1941-1944) Quels dédommagements ? La dette de qui envers qui ?

1. La Conférence interalliée des réparations de Paris a conclu le 14 janvier 1946 que l'Allemagne devait à la Grèce 7,1 milliards de dollars, au pouvoir d'achat de 1938. Sans intérêts cela équivalait, au pouvoir d'achat de 2010, à 106,5 milliards de dollars. (...) L'Allemagne a payé (...) un total de 1,781 milliard de dollars, soit la soixantième partie du total dû (1,67%).

2. Tous les gouvernements grecs qui se sont succédé depuis 1946 ont toujours réclamé à l'Allemagne, divisée entre 1949 et 1991, puis réunifiée, le règlement de cette dette. En mars 2010, le vice-premier ministre Theodoros Pangalos déclarait aux médias allemands que les nazis avaient «ruiné l'économie grecque, assassiné des milliers de personnes, emporté l'or de la Banque de Grèce et tout l'argent du pays, et cela n'a jamais été rendu. [...] La question des réparations allemandes dues à la Grèce doit d'une manière ou d'une autre venir à l'ordre du jour.» Il ne reçut en réponse qu'un torrent de sarcasmes de toute l'officialité allemande et de presque tous les médias allemands. (...).

En mars 2010, le premier ministre Georges Papandréou déclarait au Parlement grec: «Nous ne renonçons pas à nos droits [à ces réparations], mais nous ne nous laissons pas égarer par les événements actuels.» Si le gouvernement grec mettait cette question à l'ordre du jour «cela pourrait être interprété comme une tentative de notre part d'échapper à nos responsabilités».

En automne 2010, Papandréou recevait «pour avoir démontré la force de la vérité» le Prix Quadriga, la plus haute distinction de l'économie allemande. C'est Josef Ackermann, le patron de la Deutsche Bank, qui a fait le discours et qui a solennellement remis la distinction au lauréat...!

3. En 1953, l'accord conclu à Londres renvoyait à plus tard la signature d'un traité de paix le règlement du total dû par la RFA aux dix-huit pays occupés et créanciers. La guerre froide, la constitution de l'OTAN contre l'URSS et son Pacte de Varsovie, la division de l'Allemagne en RFA et République démocratique allemande (RDA, la zone d'occupa-

tion soviétique) ont fait que les puissances occupantes occidentales, Etats-Unis, Royaume-Uni et France, ont, pour parer la reconstruction et le réarmement de la RFA dans le cadre de l'OTAN, mis une sourdine aux exigences de réparations de tous les pays occupés par le IIIe Reich. Par contre, elles ont exigé de la RFA le paiement scrupuleux des emprunts allemands dès 1924 aux prêteurs «privés», c'est-à-dire les banques et autres institutions financières occidentales. Le service de cette dette par la RFA s'est poursuivi durant les années 1950, 1960, 1970 et elle n'a été amortie que dans les années 1980.

En 1990, quand les quatre grandes puissances occupantes de l'Allemagne ont négocié avec les deux Etats allemands (...), la question des réparations allemandes a été passée sous silence (...).

Quand la Commission de l'UE a surpris en juin 2000 beaucoup d'observateurs en acceptant rapidement la Grèce dans l'euro, le gouvernement grec Pasok venait d'empêcher la saisie d'avoirs allemands ordonnée par une sentence de la Cour suprême grecque. Georges Papandréou était alors le ministre des Affaires étrangères qui a négocié l'entrée de la Grèce dans l'euro. On estime qu'entre 1999 et 2007 le montant des cadeaux allemands à nombre de politiciens des deux partis grecs dominants, Pasok et Nouvelle Démocratie, s'est élevé à au moins 150 millions d'euros.

Par contre, (...) l'Italie et la Bulgarie, qui avaient participé à l'occupation de la Grèce, lui ont versé l'équivalent, en valeur de 2010, de 2,2 milliards de dollars, soit plus que ce que l'Allemagne a payé à la Grèce à ce jour.

4. La 12<sup>e</sup> armée de la Wehrmacht a envahi la Yougoslavie et la Grèce le 6 avril 1941 (...) Il était prévu le transport en Allemagne de tous les biens meubles de la Grèce, la réorientation de l'économie grecque pour payer les frais de l'occupation allemande et la fourniture en matières premières de l'économie allemande. L'office de la Wehrmacht (chargé de gérer cela) était constitué de cadres dirigeants des plus grandes entreprises allemandes et des associations patrona-

les allemandes : Krupp, IG Farben, Reemtsma, AEG, Siemens, Rheinmetall-Borsig...

(...) La totalité de la production et des réserves grecques ont été raflées: tous les minerais exportables, de chrome, de zinc, d'étain, de cuivre, de plomb, de pyrite (le principal minerai de fer). (...) Mais aussi toutes les réserves de pétrole et de charbon, 71'000 tonnes de raisins secs, 18'000 tonnes d'huile d'olive, 7000 tonnes de coton, 3500 tonnes de sucre, 3000 tonnes de riz et 305 tonnes de cocons de vers à soie; et encore toutes les machines-outils du trust d'armement Bodsakis et la plus grande partie du matériel roulant des chemins de fer grecs.

Mais le principal butin fut le tabac. Sous la direction du manager de la Reemtsma, le grand trust du tabac allemand, Otto Lose, la totalité des récoltes de 1939 et 1940 fut confisquée et transportée en Allemagne: 85'000 tonnes d'une valeur de 175 millions de RM, la totalité de la consommation de cigarettes du Grand Reich pour une année, et 1,4 milliard RM de rentrées fiscales de l'impôt sur le tabac payé par les fumeurs du Reich<sup>2</sup>. (...)

5. Le pillage fut achevé en août 1941. Il fut officialisé comme des «achats» payés par des bons à tirer après la guerre et par des «bons de caisse du Reich», l'argent fictif que payait la Wehrmacht dans les pays qu'elle occupait, mais que l'occupant obligeait la Banque de Grèce à échanger contre des drachmes à un taux léonin. (...)

En août 1941, la Banque de Grèce se voyait signifier qu'elle avait à payer chaque mois à l'autorité d'occupation 3 milliards de drachmes. On calcule que seulement jusqu'en mars 1942, ce sont 720 millions RM (43,6 milliards de drachmes) qui ont été versés à l'autorité d'occupation pour toutes ses dépenses.

La Banque de Grèce se trouva obligée d'imprimer des drachmes sans limites. En avril 1941, un RM valait 40 drachmes, en juin c'était déjà 60 drachmes. L'hyperinflation se déclencha, le pouvoir d'achat des masses urbaines s'effondra et 100'000 personnes, les plus vulnérables et les plus pauvres, surtout

des personnes âgées et des enfants, moururent de faim durant l'hiver 1941-42. Tous les Grecs qui le purent se réfugièrent dans l'économie de subsistance des campagnes et des montagnes, ce qui favorisa d'ailleurs le mouvement des Partisans qui combattaient l'occupant.

En automne 1942, (...) les frais d'occupation furent quelque peu diminués et remplacés en partie par un emprunt forcé en faveur de l'Allemagne auprès de la Banque de Grèce. Un nouveau chargé d'affaires économiques spécial, le nazi viennois Hermann Neubacher, était chargé de stabiliser l'économie grecque. (...) Une partie des bénéfices du commerce extérieur était siphonnée (...).

Une étude du Ministère des finances du Reich de 1944 a calculé que pour l'année comptable 1943, ce sont 500 millions de RM, en valeur de 1944 après correction de l'inflation, qui ont été soutirés à la Grèce au titre des frais d'occupation.

Selon le rapport établi par l'Etat-major économie de guerre chargé de la Grèce, en septembre 1944, alors que le retrait des troupes allemandes était imminent, le volume exporté par la Grèce vers l'Allemagne entre le 1er septembre 1941 et le 1er septembre 1944 s'élevait approximativement encore une fois à la même quantité que ce qui avait été pillé durant



les premières semaines de l'occupation avant le 1er septembre 1941. Soit 126'800 tonnes de minerai de chrome, 91'000 tonnes de bauxite, 71'000 tonnes de nickel, 14'300 tonnes de magnésite, 44'000 tonnes de pyrite et 71 tonnes de concentré de molybdène, et encore une fois 30'000 tonnes de tabac.

6. L'hyperinflation de la drachme échappa à nouveau à tout contrôle dans le deuxième semestre de 1943, faisant replonger les conditions de vie des Grecs, en même temps que la situation militaire se détériorait pour l'occupant allemand. En septembre 1943, l'Italie conclut l'armistice avec les Alliés. L'armée allemande se déchaîna en une sauvage vengeance contre les troupes italiennes d'occupation en Grèce. Dans les villes grecques, il y eut plusieurs grèves générales sauvagement réprimées. Les partisans grecs harcelaient systématiquement l'armée allemande et sabotaient les exportations vers l'Allemagne et libéraient de facto plusieurs régions du pays

en même temps que les partisans yougoslaves infligeaient des coups sévères à l'armée allemande. En septembre 1944, après le débarquement allié en Normandie et en Provence, alors que la Bulgarie et la Roumanie, devant l'avance de l'Armée rouge à l'Est, se détachaient de l'alliance avec le Reich, l'armée allemande évacua la Grèce puis tous les Balkans en octobre 1944.

Comme sur tout le front de l'Est, l'armée allemande ne se retira qu'en détruisant tout derrière elle et en emportant avec elle tout ce qu'elle pouvait (...) La politique de la terre brûlée (...).

7. La Grèce est un petit pays. En 1941, elle comptait 6,9 millions d'habitants. 520'000 périrent durant l'occupation allemande. Parmi eux, 125'000 moururent de faim, 56'000 furent massacrés sur place lors des opérations de représailles et les razzias dans les campagnes et les montagnes, 91'000 furent exécutés comme otages, environ 100'000 sont morts dans les camps de concentration, 58'000 juifs grecs et gitans grecs furent exterminés dans les camps d'extermination.

Mille six cents localités étaient détruites, 350'000 maisons étaient en ruine.

Quatre cent soixante villages et hameaux furent rasés et incendiés, plusieurs après le massacre de tous leurs enfants, hommes, femmes, enfants, jeunes et vieux.

8. Aucun gouvernement allemand depuis la guerre n'a accepté de négocier avec le gouvernement grec des procédures de poursuites contre des criminels de guerre allemands en Grèce, ni le dédommagement des victimes. Un seul procès pour crime de guerre en Grèce a eu lieu à Augsburg pour l'exécution de six civils en Crète. Les accusés furent acquittés.

En avril 1957, Max Merten (...) qui avait contribué à l'organisation de la déportation à Auschwitz de 55'000 juifs, devenu un avocat et politicien en vue de la RFA, était arrêté à Athènes lors d'un voyage privé. Le 5 mars 1959 un tribunal de guerre athénien le condamnait à 25 années de prison. Toute l'officialité allemande et les médias de RFA dénoncèrent son arrestation et sa mise en jugement comme scandaleuses. Le Bundestag repoussa la ratification d'un accord financier avec la Grèce. Merten fut libéré le 5 novembre. C'est à la suite de cela que la RFA fit son versement de 115 millions de DM de 1960, comme «un geste de bonne volonté».

L'avocat de Merten, le député au Bundestag Gustav Heinemann, est devenu en 1966 ministre fédéral de la Justice et en 1969 président de la République fédérale d'Allemagne.

9. Toutes les grandes entreprises allemandes participèrent au pillage de la Grèce: Presque toutes existent aujourd'hui ou/et ont été héritées par des entreprises clairement identifiées. Krupp est devenu Thyssen-Krupp, le géant de la chimie IG Farben a été fragmenté par les Alliés, et ses héritières sont, entre autres,

BASF, Bayer, tandis que Hoechst a fusionné en 1999 avec la française Rhône-Poulenc pour s'amalgamer en 2004 dans ce qui est aujourd'hui Sanofi-Aventis. La Deutsche Bank est toujours encore la plus grande banque privée allemande, et la Bundesbank est l'héritière officielle de la Reichsbank<sup>3</sup>

Elles n'ont jamais dédommagé la Grèce. C'est d'elles que Karl Heinz Roth et les autres auteurs du dossier de *Lunapark21* exigent maintenant qu'elles «signent ce très gros chèque» à la Grèce d'aujourd'hui que réclament ceux qui critiquent la politique d'austérité de la Troïka, UE, BCE, et FMI. Cela pourrait alléger la sévérité de la purge d'austérité qui ruine la Grèce à nouveau et jette ses habitants dans la misère (...).

10. *Lunapark21* est une revue allemande encore relativement «marginale». Mais elle se rattache à un mouvement allemand encore modeste, mais très militant. Plusieurs villages grecs massacrés et détruits pendant l'occupation sont depuis les années 1980 des foyers de rencontres, de mémoire et d'action conjointe, entre les habitants d'aujourd'hui, parmi eux des survivants et descendants des victimes, et des Allemands, parmi eux des enfants de soldats des troupes d'occupation, qui ont formé des associations de solidarité et d'engagement pour le paiement des réparations que l'Allemagne doit à la Grèce. (...)

Le fameux musée Pergamon à Berlin, sur l'île des musées, abrite depuis son inauguration en 1875 par l'empereur Guillaume 1er des merveilles archéologiques de la Grèce antique<sup>4</sup>. Le 9 juin 2002, pour commémorer le massacre de Distomo, une manifestation s'est réunie devant le musée pour protester contre le militarisme impérialiste de l'Allemagne réunifiée qui envoie des troupes en Afghanistan mais refuse de payer sa dette à la Grèce.

\*<http://alencontre.org/europe/la-grece-et-loccupation-par-les-forces-du-iii-e-reich-1941-1944-quels-dedommagements-la-dette-de-qui-en-vers-qui.html>

\*\*On trouvera sur le site une partie de la bibliographie exploitée par Karl-Heinz Roth.

[1] Karl Heinz Roth vit à Brème. Il est médecin, historien et membre du comité de la Fondation pour l'histoire sociale du XXe siècle (Stiftung für Sozialgeschichte des 20. Jahrhunderts).

[2] A ce jour, en 2012, la firme Reemtsma (Reemtsma Cigarettenfabriken GmbH,) est le deuxième géant du tabac en Allemagne. Il a été acquis en 2002 par la transnationale Imperial Tobacco. (Réd.)

[3] En 1948, les Alliés avaient fragmenté la Deutsche Bank en dix banques régionales. En 1952, elles fusionnèrent en trois, qui fusionnèrent en 1957, reconstituant la Deutsche Bank. (Réd.)

[4] Et de beaucoup d'autres pays. Dont une chambre complète de l'Alhambra de Grenade, plancher, parois, plafond, et mobilier, tout en bois sculpté. (Réd.)